



Une Europe pour toutes et tous : des représentant-e-s du Groupe socialiste aux Chambres fédérales et du Groupe S&D au Parlement européen luttent ensemble pour le socle européen des droits sociaux et contre le dumping salarial

Déclaration commune des représentant-e-s du PS Suisse et du Parti socialiste européen

Le 20 avril 2021, des représentant-e-s du Groupe socialiste aux Chambres fédérales et de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen (Groupe S&D) ont échangé leurs points de vue sur la coopération bilatérale et la participation sectorielle de la Suisse au marché intérieur de l'UE. Ils et elles ont notamment mis l'accent sur les efforts conjoints pour renforcer l'Europe sociale et les droits des salarié-e-s. La déclaration commune suivante a été adoptée :

Les représentant-e-s du Groupe socialiste aux Chambres fédérales et du Groupe S&D,

- sont convaincu-e-s que dans une Europe qui grandit ensemble, les droits sociaux ne peuvent être renforcés et appliqués qu'ensemble ;
- constatent que la Suisse appartient depuis longtemps à l'Europe et que, compte tenu de la responsabilité commune à l'égard du projet européen, il est impossible d'éviter une intégration européenne plus poussée de la Suisse ;
- demandent à la Commission européenne et au Conseil fédéral suisse de trouver une solution qui garantisse à la fois le renforcement de l'intégration européenne de la Suisse et la protection des salaires.

Le Groupe socialiste aux Chambres fédérales soutient le Groupe S&D dans ses efforts,

- pour faire avancer la mise en œuvre concrète du socle européen des droits sociaux et d'ancrer le droit des travailleurs et des travailleuses à une rémunération équitable et à un salaire minimum décent et adéquat comme un objectif européen ;
- pour mettre en œuvre dans toute l'Europe le principe « à travail égal, salaire égal au même endroit », qui est désormais ancré dans le droit européen de manière juridiquement contraignante.

Ensemble nous nous engageons,

- à ce que la lutte contre les conditions de travail abusives et le dumping salarial et pour une mise en œuvre effective des droits sociaux soit encore renforcée dans toute l'Europe ;
- à explorer d'autres possibilités pour la Suisse d'adhérer à l'Autorité européenne du travail ainsi qu'au Système d'information sur le marché intérieur et ainsi de défendre encore plus efficacement des conditions de travail équitables, ainsi que de mettre en œuvre la protection des salaires dans le nouveau cadre juridique européen à travers toute l'Europe.

Les signataires :

Pour le Groupe socialiste aux Chambres fédérale : Cédric Wermuth, Claudia Friedl (cheffe de la délégation socialiste à la CPE-N), Fabian Molina (président de la Commission International), Eric Nussbaumer (président de la délégation AELE/UE de l'Assemblée fédérale).

Pour le Groupe S&D : Andreas Schieder, Evelyne Gebhardt, Agnes Jongerius, Christel Schaldemose